



**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation à une visite bilatérale au Brésil**

Section canadienne de ParlAmericas

**Brasilia et São Paulo, Brésil
Du 23 au 26 avril 2019**

Rapport

MEMBRES ET PERSONNEL DE LA DÉLÉGATION

Du 23 au 26 avril 2019, l'honorable Robert Nault, C.P., député, président de ParlAmericas et président de la section canadienne de ParlAmericas, a dirigé une délégation à Brasilia et à São Paulo, au Brésil, où ont eu lieu des réunions bilatérales. Les autres délégués étaient l'[honorable Jim Munson](#), sénateur, l'honorable [David M. Wells](#), sénateur, l'[honorable Kellie Leitch](#), C.P., députée, et M^{me} [Brenda Shanahan](#), députée. Les délégués étaient accompagnés de David Andrés Novoa, secrétaire exécutif de la Section canadienne, et d'Alison Clegg, conseillère de la Section canadienne.

ACTIVITÉS PENDANT LA VISITE BILATÉRALE

1. Séance d'information menée par l'ambassadeur Rick Savone, Bonny Berger, François Paul Lapointe et Pascale Rochette

L'ambassadeur du Canada au Brésil, M. Rick Savone, et d'autres représentants de l'ambassade du Canada au Brésil ont renseigné les délégués sur l'histoire et la situation politique actuelle du Brésil, sur son potentiel en tant que partenaire du Canada en matière de commerce et d'investissement, ainsi que sur les priorités du gouvernement du Canada dans ce pays. Les représentants suivants de l'ambassade du Canada au Brésil étaient présents : M^{me} Bonny Berger, conseillère et déléguée commerciale principale, M^{me} Pascale Rochette, première secrétaire, Affaires politiques, et M. François-Paul Lapointe, gestionnaire du programme de sécurité.

Les représentants de l'ambassade ont dit aux délégués que la population du Brésil dépasse celle de tous les autres pays d'Amérique du Sud réunis, et que le Brésil à lui seul génère plus de 50 % du produit intérieur brut (PIB) du continent; cependant, depuis de nombreuses décennies, le pays est concentré sur l'intérieur, moins de 25 % de son PIB étant attribuable au commerce international. Ils ont également dit qu'il y avait une importante « place sur les tablettes » pour les produits alimentaires canadiens et que, le Brésil étant une porte d'entrée, l'accès aux marchés d'autres pays d'Amérique du Sud peut être une « prochaine étape » naturelle dès lors qu'une entreprise perce sur le marché brésilien.

De plus, les représentants de l'ambassade ont parlé du nouveau président du Brésil, Jair Bolsonaro, ainsi que des priorités politiques de son gouvernement, des défis auxquels il a dû faire face à ce jour pour mettre en œuvre son programme au Congrès national du pays, et de l'opinion toujours négative que les médias grand public entretiennent à son endroit. À leur avis, le président Bolsonaro nomme des professionnels, plutôt que des « amis politiques », à des postes clés et, dans le cadre de ses activités de lutte contre la corruption, ne forme pas d'alliances au Congrès national de façon traditionnelle, ce qui ne facilite pas l'avancée de son programme. De plus, ils ont mentionné l'opération *Lava Jato* qui a mené à des accusations de corruption contre de nombreux politiciens brésiliens.

Selon les représentants de l'ambassade, le gouvernement du Canada espère accroître le commerce et l'investissement entre le Canada et le Brésil. Ils ont indiqué que le Canada est la principale destination étrangère pour les étudiants brésiliens depuis plusieurs années consécutives et que les liens positifs qu'entretiennent les jeunes avec le Canada

peuvent contribuer de façon significative à la relation bilatérale des années plus tard. Ils ont également décrit les liens entre les entreprises brésiliennes et canadiennes et souligné les efforts déployés par l'ambassade pour faciliter la formation professionnelle au Canada des employés de sociétés minières brésiliennes.

Enfin, les représentants de l'ambassade ont informé les délégués que leur délégation était le premier groupe parlementaire canadien à visiter le Brésil depuis de nombreuses années, et ont souligné comment l'ambassade travaille à mieux faire connaître le Brésil au Canada et à aider les deux pays à tracer une voie à suivre ensemble.

2. Réunion avec le député Eduardo Bolsonaro et d'autres députés

Outre le député Eduardo Bolsonaro, qui préside le Comité des relations étrangères et de la défense nationale de la Chambre des députés et est l'un des fils du président Bolsonaro, les délégués ont rencontré : la députée Rosangela Gomes, présidente du Groupe d'amitié Brésil-Canada; le député Alex Manente, membre du Comité des relations étrangères et de la défense nationale; le député Eduardo Barbosa, nouveau représentant du Brésil auprès de ParlAmericas, et le député Marcel van Hattem, un des deux vice-présidents du Comité des relations étrangères et de la défense nationale.

Le député Bolsonaro a décrit les nouvelles exemptions de visa accordées par le Brésil aux visiteurs du Canada, du Japon, des États-Unis et de l'Australie, exemptions qui visent à accroître le tourisme. Au cours d'une discussion sur l'importance de la croissance dans les secteurs du pétrole et du gaz extracôtiers au Brésil, il a parlé du potentiel de développement et d'extraction des réserves de pétrole en mer par des entreprises privées sur la côte Est du Brésil, dans des régions qui étaient auparavant détenues exclusivement par Petrobras, laquelle appartient majoritairement au gouvernement du Brésil. En outre, M. Bolsonaro a émis l'hypothèse que le pétrole et le gaz seraient probablement remplacés par des sources d'énergie renouvelables dans une trentaine d'années, de sorte qu'il serait dans l'intérêt national du Brésil de ne pas posséder de ressources servant à extraire le pétrole.

Les délégués et les députés ont discuté des soins de santé et, plus précisément, du lien entre la qualité des soins de santé primaires et la force de l'économie. Après une description du système de santé universel du Brésil, ils ont parlé des listes d'attente et de la prestation de soins spécialisés. L'importance des droits des personnes handicapées et du projet de loi C-81, Loi canadienne sur l'accessibilité, a également été abordée.

canadienne sur l'accessibilité, a également été abordée. Enfin, après avoir noté certaines des similitudes entre le Canada et le Brésil, les délégués et les députés ont qualifié la visite de la délégation d'occasion de resserrer les liens entre les deux pays et discuté du rôle du Brésil dans ParlAmericas.

3. Visites des comités de la Chambre des députés

La députée Rosangela Gomes a accompagné les délégués aux réunions en cours dans trois comités de la Chambre des députés, à savoir le Comité de la sécurité sociale et de la famille; le Comité de l'éducation et le Comité des relations étrangères et de la défense nationale. Lors de ces réunions, les délégués ont été présentés, et des sujets tels que la valeur des échanges parlementaires, les possibilités d'apprendre les uns des autres et le mandat de ParlAmericas ont été abordés.

4. Réunion avec la ministre Damares Alves

Les délégués ont rencontré la ministre brésilienne de la Condition féminine, de la Famille et des Droits de l'homme, Damares Alves, et deux représentants ministériels : Angela Gandra Martins, secrétaire nationale pour la famille, et Milton Santos, responsable des affaires internationales. La députée Rosangela Gomes et des représentants de l'ambassade ont également assisté à la réunion.

La ministre Alves a parlé de ses priorités, qui comprennent l'élaboration d'un cadre réglementaire pour l'inclusion des personnes handicapées, la légalisation de l'enseignement à domicile et la prévention du suicide et de l'automutilation chez les jeunes. Elle a également souligné les questions liées aux Indigènes et formulé des commentaires généraux au sujet de son ministère, qu'elle a décrit comme le troisième au chapitre de l'influence, après la Justice et les Finances, mais sous-financé par rapport à eux. De plus, elle a déclaré que « les droits de l'homme sont pour tous » et a avancé que le Ministère, qui, selon elle, a jusqu'à présent trop mis l'accent sur les questions LGBT, adopterait désormais une vision plus large.

Pour ce qui est de l'inclusion en politique, la ministre Alves a tenu à mentionner la diversité au sein du Congrès national du Brésil et a souligné que le premier délégué indigène a été élu en 2018. Selon elle, les peuples indigènes du Brésil sont mieux représentés aujourd'hui qu'à tout autre moment de l'histoire. Lorsqu'elle a parlé des femmes en politique au Canada et au Brésil, elle fait signalé le quota de 30 % pour les candidates politiques au Brésil et a qualifié la discrimination positive d'importante dans le pays.

Selon la ministre Alves, les trois grandes priorités du président Bolsonaro sont la lutte contre les crimes violents, la lutte contre la corruption et la promotion des « valeurs familiales » traditionnelles. Elle a souligné que, dans ses choix de nominations à des postes clés du gouvernement, le président Bolsonaro a privilégié les compétences et l'expérience technique, plutôt que la politique.

La ministre Alves a déclaré aux délégués que le Brésil compte plus de 300 tribus indigènes, 273 langues et entre 20 et 30 groupes avec lesquels aucun contact n'est établi. Elle a également fait remarquer que le pays compte plus de Roms que d'Indigènes, bien qu'on parle peu des droits des premiers. Elle a montré aux délégués une vidéo qui milite contre la pratique de l'infanticide parmi les groupes indigènes et a partagé son point de vue selon lequel « le droit à la vie est plus important que le droit à la culture ». De plus, la ministre Alves a déclaré que la plupart des tribus indigènes du Brésil, en particulier celles du Sud du pays, veulent être « intégrées », travailler et gagner de l'argent. Enfin, elle a déclaré qu'aucun droit, y compris le droit à la terre des Indigènes, ne sera violé au Brésil sous l'administration Bolsonaro.

Les délégués, la ministre Alves et ses représentants ministériels ont discuté de l'importance des ressources en santé mentale et en éducation pour les jeunes, en particulier les jeunes indigènes, ainsi que de la reconnaissance des déterminants sociaux de la santé, de la priorité de l'émancipation économique, du traitement passé et présent des peuples autochtones par le Canada et ses relations avec eux, du suicide et de la santé mentale des jeunes au Canada, en particulier dans les communautés autochtones, de l'efficacité de la Prestation canadienne pour enfants afin de lutter contre la pauvreté,

du taux élevé de féminicide au Brésil et de l'intérêt du Brésil pour en savoir plus sur le système d'alerte Amber du Canada pour les enlèvements d'enfants.

5. Rencontre avec Lucas de Aragão et Creomar Souza

Les délégués ont rencontré deux analystes politiques brésiliens : Lucas de Aragão, associé chez Arko Advice, et Creomar Souza, fondateur de Dharma Political Risk/Strategy et professeur de relations internationales à l'*Universidade Católica de Brasília*. Des représentants de l'ambassade du Canada au Brésil, ainsi que des ambassadeurs de l'Égypte, de la Norvège et de la Suisse, ont également assisté à la réunion.

M. de Aragão et M. Souza ont expliqué que les médias grand public brésiliens ont eu tendance à faire du sensationnalisme avec les déclarations extrêmes du président Bolsonaro et à minimiser ses propositions plus pragmatiques. De plus, les deux analystes ont dit que le président Bolsonaro est « anti-establishment » et qu'il a, de leur point de vue, vraiment l'intention de combattre la corruption et de gouverner différemment des anciens présidents. Selon eux, le président Bolsonaro veut transformer le « paysage politique » du Brésil, mais il a pour ce faire besoin de nouvelles stratégies puisque, durant ses 100 premiers jours, son exécutif n'avait pas encore établi un « dialogue sain » avec le Congrès national.

Les délégués, M. de Aragão, M. Souza et les représentants des diverses ambassades ont discuté des défis auxquels l'administration Bolsonaro est confrontée maintenant qu'elle apprend comment « négocier » au Congrès national du Brésil et comment gouverner, ainsi que de la façon dont les membres du Congrès national répondent à la nouvelle administration.

6. Rencontre avec le sénateur Nelsinho Trad et d'autres sénateurs

Le sénateur Nelsinho Trad, qui préside le Comité sénatorial des relations étrangères et de la défense nationale, a accueilli les délégués et a exprimé son souhait de maintenir le contact et l'échange d'idées entre le Brésil et le Canada. Les délégués et le sénateur Trad ont discuté de l'histoire et du rôle du Sénat brésilien, ainsi que de l'importance d'entretenir de solides relations entre les pays.

Les délégués ont été présentés au Sénat et ont eu l'occasion de discuter avec plusieurs sénateurs de leur élection, des États qu'ils représentent et des défis auxquels ils font face.

7. Rencontre avec Maria Auxiliadora Rezende

Les délégués ont rencontré la directrice du Secrétariat à la condition féminine, Maria Auxiliadora Rezende, et certains de ses employés. La députée Rosangela Gomes a également assisté à la réunion.

Les délégués ont décrit les travaux entrepris par le Réseau parlementaire ParlAmericas pour l'égalité des genres et souligné que ParlAmericas, dont une des langues de travail est le portugais, offre des possibilités d'apprentissage et d'échange d'idées. Ils ont également exprimé l'espoir que le Brésil participe régulièrement aux activités de ParlAmericas.

Au cours de leur discussion, les délégués et M^{me} Rezende ont parlé de l'importance de l'égalité des sexes et ont souligné qu'elle peut mener au développement économique. Elle a déclaré aux délégués que le Congrès national du Brésil compte actuellement le plus grand nombre de femmes jamais élues, soit 77 sénatrices et députées, et a mentionné les quotas du pays pour les candidates électorales. M^{me} Rezende a également mentionné les initiatives en cours au Brésil concernant les droits des femmes, la formation des femmes, la violence familiale et le féminicide, y compris l'élaboration d'une nouvelle loi pour lutter contre la violence faite aux femmes.

M^{me} Rezende a expliqué que l'un de ses principaux intérêts est l'éducation. Elle a abordé les défis de l'enseignement à domicile au Brésil en raison de l'illégalité de cette pratique, et les délégués ont proposé de partager avec elle quelques exemples de lois provinciales canadiennes à ce sujet. De plus, les délégués ont suggéré que des membres du Secrétariat à la condition féminine du Brésil visitent le Canada pour en apprendre davantage sur des questions comme le congé parental pour les hommes, la garderie universelle pour les enfants, les soins de santé en milieu rural, l'équité en matière d'emploi et les politiques qui peuvent faciliter l'émancipation économique des femmes.

8. Réunion avec le député Marcos Pereira

Les délégués ont rencontré Marcos Pereira, Vice-Président de la Chambre des députés du Brésil et chef du Parti républicain brésilien. Jusqu'au début de 2018, le député Pereira était ministre de l'Industrie, du Commerce et des Services du gouvernement précédent du Brésil.

Soulignant l'importance du Président dans le choix des membres de l'assemblée législative qui sont délégués aux événements internationaux, comme ceux organisés par ParlAmericas, les délégués ont souligné les trois thèmes de ParlAmericas, soit l'égalité des sexes, les gouvernements ouverts et les changements climatiques. Le député Pereira a indiqué avoir assisté à la conférence de 2019 de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs, et les délégués l'ont prié de revenir au Canada et lui ont indiqué plusieurs événements à venir susceptibles de l'intéresser.

En ce qui concerne les peuples indigènes du Brésil, le député Pereira a qualifié de « peu probable » l'éventualité que leurs droits soient menacés sous l'administration Bolsonaro. Il a déclaré que les réformes de la sécurité sociale et du système fiscal prévues par le nouveau gouvernement sont nécessaires et a exprimé l'espoir que le Congrès national du Brésil adopte la législation requise d'ici octobre 2019. Selon lui, le régime fiscal du Brésil, complexe et déroutant, doit être simplifié.

9. Réunion avec Bonny Berger, Réal Brisson et Pascale Rochette

Les délégués ont rencontré les gestionnaires de programme suivants de l'ambassade du Canada au Brésil pour échanger de l'information sur certains aspects des réunions qui avaient eu lieu jusque-là pendant leur visite bilatérale : Bonny Berger, conseillère et déléguée commerciale principale; le capitaine Réal Brisson, attaché de défense; et Pascale Rochette, première secrétaire, Affaires politiques. Les sujets suivants ont été discutés : l'opération *Lava Jato* et ses répercussions au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique du Sud, l'inégalité au Brésil et la situation économique de la plupart des Brésiliens, les diverses catégories de policiers et de militaires au Brésil, la coopération

militaire du Canada avec le Brésil, la crise au Venezuela et le rôle du Brésil en Amérique du Sud.

10. Rencontre avec Carlos Vilhena

Les délégués ont rencontré Carlos Vilhena, avocat et analyste politique spécialisé dans les secteurs de l'extraction au Brésil. Des représentants de l'ambassade ont également assisté à la réunion.

M. Vilhena a décrit le cadre juridique et réglementaire du Brésil pour les sociétés minières et a parlé de la loi minière de 1968, qui n'a que rarement été modifiée. Selon lui, l'opération *Lava Jato* n'a pas affecté le secteur minier brésilien. Il a dit que Vale SA est le principal producteur de minerai de fer du pays, que la plupart des entreprises sont petites, et que beaucoup sont étrangères. Il a en outre déclaré que de nombreuses petites exploitations minières non réglementées existent au Brésil, et qu'elles seraient difficiles à contrôler ou à surveiller.

M. Vilhena a également expliqué que la production de minerai de fer du Brésil est actuellement suspendue en raison de l'effondrement, en janvier 2019, d'un réservoir de résidus miniers dans l'État du Minas Gerais. Les délégués, M. Vilhena et les représentants de l'ambassade ont discuté des approches brésiliennes et canadiennes en matière de surveillance des activités minières, de l'importance de l'inspection indépendante des sites miniers et du processus canadien par lequel les grandes entreprises contribuent à un fonds pour assumer les coûts des arbitres indépendants choisis par les tribunaux. Selon M. Vilhena, les procureurs publics du Brésil veillent à ce que les entreprises et les citoyens respectent les lois, et un procureur fédéral peut porter plainte contre une entreprise en tout temps si des actes répréhensibles sont soupçonnés. Les délégués ont noté que ce pouvoir pourrait créer de l'incertitude pour les investisseurs.

M. Vilhena a aussi expliqué que les lois régissant l'utilisation des redevances payées par les sociétés minières au Brésil entraînent de nombreux problèmes, puisque 65 % des redevances sont versées aux administrations locales et environ 10 % au gouvernement fédéral. Selon lui, l'agence minière fédérale brésilienne manque de financement et de personnel en raison de cette répartition des redevances. Il a également souligné que les redevances ne devraient pas servir à payer les fonctionnaires, sans quoi ceux-ci pourraient être tentés d'approuver des projets d'infrastructure même si, souvent, les gouvernements locaux n'ont pas les ressources nécessaires pour bien les superviser. Les délégués et les représentants de l'ambassade ont cerné un potentiel de collaboration entre le Brésil et le Canada en matière de responsabilité sociale des entreprises, un domaine où le Brésil n'a actuellement aucune loi.

M. Vilhena, signalant que le président Bolsonaro a publiquement exprimé son appui à l'exploration dans la région amazonienne, a mentionné qu'il n'existe actuellement aucun cadre réglementaire permettant cette exploration. Il a expliqué que la Constitution brésilienne de 1988 autorise l'exploitation minière dans les réserves indigènes si certaines règles visant à protéger les communautés touchées sont respectées, mais que le gouvernement devrait créer les règles requises puisqu'il n'en existe actuellement aucune. Les délégués ont mentionné qu'il y a un intérêt mondial pour la protection des peuples indigènes et de l'environnement dans la région amazonienne, et ont souligné qu'il est peu probable que les entreprises internationales risquent leur réputation pour les

gains financiers potentiels susceptibles de découler de l'exploration dans la région amazonienne, à moins qu'elles ne disposent à ce sujet d'une « approbation sociale ».

Enfin, M. Vilhena a partagé son point de vue selon lequel le président Bolsonaro fonctionne différemment des anciens présidents du Brésil puisqu'il refuse d'accorder des faveurs politiques, et a indiqué que le président Bolsonaro et le Congrès national apprennent encore à fonctionner dans ce nouveau contexte.

11. Réunion avec le général Franklimberg de Freitas

Les délégués ont rencontré le président de la Fondation nationale indienne (FUNAI) au Brésil, le général Franklimberg de Freitas, ainsi que les cadres supérieurs de la FUNAI. Le personnel de la FUNAI a déclaré que l'*Acampamento Terra Livre* (Camp Terre libre), qui est un rassemblement annuel de peuples indigènes du Brésil, était en cours. Cette année, le rassemblement a attiré plus de 3 000 Indigènes venus défendre leurs droits et rencontrer des membres du Congrès national du Brésil.

Le personnel de la FUNAI a décrit le large éventail de niveaux de développement et d'intégration des peuples indigènes au Brésil, depuis ceux qui vivent reclus dans la région amazonienne jusqu'à ceux qui exploitent de grandes fermes dans le Sud du pays. Ils ont parlé de la responsabilité de la délimitation du territoire indigène au Brésil, responsabilité qui, par un récent décret présidentiel, est passée de la FUNAI au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement. En ce qui concerne la délimitation, ils ont expliqué que le Ministère a beaucoup d'expérience en gestion des terres et que d'autres services pour les peuples indigènes, comme la santé et l'éducation, relevaient de la FUNAI avant d'être transférés à des ministères qui ne sont pas centrés sur les questions indigènes.

De plus, le personnel de la FUNAI a fait remarquer que, bien que les peuples indigènes du Brésil aient le droit d'utiliser leurs terres traditionnelles et d'y vivre, ils ne possèdent cependant pas les ressources souterraines, lesquelles appartiennent au gouvernement fédéral. Il a également souligné l'absence d'un cadre de réglementation pour l'exploitation minière sur les terres indigènes. Les délégués, le général de Freitas et le personnel de la FUNAI ont discuté des populations autochtones du Brésil et du Canada et de l'importance de l'inclusion et de l'émancipation économiques.

Le général de Freitas a expliqué que les peuples indigènes du Brésil ont le droit de choisir leur mode de vie et que la FUNAI appuie leurs choix. Selon lui, la FUNAI est considérée comme le « foyer » des peuples indigènes au Brésil, et chaque fois que ceux-ci participent à une manifestation ou à une grève, la FUNAI est physiquement présente pour offrir son soutien. Il a déclaré que le Canada est perçu comme ayant une expertise en matière de questions autochtones. Enfin, il a décrit la nouvelle structure de la FUNAI, qui est centrée sur trois divisions : l'administration, la protection des terres et la promotion du développement durable. Il a dit que, bien que les responsabilités de la FUNAI comprennent la surveillance de plus de 500 territoires indigènes, son budget annuel est d'environ 33 millions de dollars.

12. Réunion avec le sénateur Davi Alcolumbre et d'autres sénateurs

Les délégués ont rencontré le Président du Sénat, le sénateur Davi Alcolumbre, ancien député. La sénatrice Rosa de Freitas et le sénateur Plinio Valerias, ainsi que des représentants de l'ambassade, ont également assisté à la réunion.

Le sénateur Alcolumbre a souligné l'urgence des réformes de la sécurité sociale actuellement en cours et a expliqué que beaucoup considèrent ces réformes comme essentielles à la gestion des finances du gouvernement brésilien. Les délégués ont parlé aux sénateurs du mandat et de la structure de ParlAmericas et ont mentionné que plusieurs membres du Congrès national se rendraient au Canada en mai 2019 pour une réunion du Réseau ParlAmericas pour un Parlement ouvert. Les délégués et les sénateurs ont cerné de nombreux « points de convergence » entre le Canada et le Brésil, notamment la taille des deux pays, leurs populations autochtones importantes et leurs richesses minières, pétrolières et gazières.

Le sénateur Alcolumbre a souligné que plus de la moitié des sénateurs brésiliens ont été élus lors des élections d'octobre 2018 et que, à ce jour, il est le plus jeune Président du Sénat.

Après la réunion, les délégués ont été invités au Sénat, où une séance spéciale en l'honneur des peuples indigènes du Brésil était en cours.

13. Réunion avec Carlos Terena, Milene Maia Oberlaender et le chef Alvaro Tukano

Les délégués ont rencontré Carlos Terena, du peuple Terena, qui fait la promotion de la culture indigène par le sport, Milene Maia Oberlaender, coordonnatrice adjointe du programme sur la politique et le droit sociaux et environnementaux à l'*Instituto Socioambiental* (l'Institut socio-environnemental), et le chef Alvaro Tukano (aussi connu sous le nom d'Alvaro Fernandes Sampaio), de la tribu Tukano, qui est un leader et un défenseur des droits indigènes. Des représentants de l'ambassade ont également assisté à la réunion.

M. Terena a relaté l'histoire des Jeux des peuples indigènes du Brésil et des Jeux autochtones du monde, et a parlé de la collaboration avec les Canadiens pour organiser ceux-ci, qui ont eu lieu dans l'État de Tocantins, au Brésil, en 2015, et en Alberta, au Canada, en 2017. Il a souligné l'importance de célébrer et de protéger la culture autochtone par le sport traditionnel.

M^{me} Oberlaender a décrit le travail de l'*Instituto Socioambiental* à l'appui des revendications territoriales et environnementales des groupes indigènes et a dit que ses collègues et elle-même sont inspirés par ce qui se passe au Canada dans ces domaines.

M. Tukano a relaté des histoires sur les peuples indigènes de la région de Rio Negro, en Amazonie, où il a grandi, et a mentionné l'esclavage, les missionnaires qui interdisaient l'utilisation des langues indigènes et les conflits violents qui continuent à se produire à propos des terres. M. Tukano a déclaré que les peuples indigènes risquent violence et danger dans leur vie quotidienne lorsqu'ils font face aux trafiquants de drogue, aux mineurs illégaux et aux agriculteurs qui veulent prendre leurs terres, mais qu'ils ne reçoivent aucun soutien de l'État. Il a expliqué que le président Bolsonaro n'entend pas soutenir les peuples indigènes dont les terres sont menacées et que, par conséquent, les groupes indigènes craignent que les menaces augmentent malgré l'existence de lois qui

protègent leurs droits et leurs terres. Il a dit que le simple fait de vivre sur leur territoire peut être extrêmement dangereux pour les peuples indigènes.

De plus, M. Tukano a dit que le Congrès national brésilien, en particulier parmi les membres du caucus « ruraliste », qui s'oppose depuis longtemps aux droits des Indigènes, fait preuve d'un grand préjugé à l'encontre des peuples indigènes. Il a indiqué que les peuples indigènes ont besoin à la fois d'alliés dans d'autres pays et de liens entre Autochtones pour faciliter l'échange d'information. En soulignant les précieuses réserves minérales qui se trouvent dans le sol de l'Amazonie, M. Tukano a déclaré que l'avenir du Brésil est lié aux terres indigènes. Il a remis à chaque délégué une lettre dans laquelle COOPERINDIO, une coopérative de peuples indigènes du territoire de Balaio, exprime le désir de s'associer à des entreprises canadiennes pour explorer les ressources minérales, en particulier le niobium, situées sur ce territoire et en tirer profit.

Les délégués, M. Terena, M^{me} Oberlaender et M. Tukano ont discuté de questions liées aux droits des Autochtones au Brésil et au Canada, des défis liés à la protection des langues menacées et des façons dont les gouvernements peuvent améliorer leurs relations avec les peuples autochtones.

14. Visite à SOS *Aldeias Infantis* (SOS Villages d'enfants)

Pour en savoir plus sur la situation des réfugiés vénézuéliens vivant au Brésil, les délégués ont rencontré le personnel et les résidents de SOS *Aldeias Infantis* (SOS Villages d'enfants), de même que Federico Martinez, représentant adjoint du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Brésil, ainsi que d'autres membres du personnel du HCR. Des représentants de l'ambassade ont également assisté à la réunion.

M. Martinez a signalé qu'environ 3 000 personnes arrivent au Brésil chaque mois en provenance du Venezuela, et qu'entre 110 000 et 120 000 Vénézuéliens vivaient au Brésil en avril 2019. En mentionnant l'estimation du HCR selon laquelle 5 millions de personnes auront fui le Venezuela d'ici la fin de 2019, il a rappelé que, selon le HCR, le statut de réfugié des Vénézuéliens est clairement justifié en raison du manque grave et généralisé d'accès aux biens de première nécessité dans leur pays. De plus, il a fait remarquer que le Brésil travaille d'arrache-pied pour assurer l'ordre à la frontière entre le Brésil et le Venezuela, et pour garantir que les personnes qui entrent au Brésil ont les documents nécessaires pour travailler et avoir accès aux services sociaux. Selon lui, le déplacement des réfugiés des régions frontalières vers d'autres régions du Brésil réduit le fardeau des régions frontalières et augmente la probabilité que les réfugiés trouvent un emploi. M. Martinez a déclaré que le Brésil considère parfois le modèle canadien de parrainage privé de réfugiés comme un modèle de soutien et d'établissement.

Le personnel de SOS *Aldeias Infantis* a mentionné le soutien offert aux plus vulnérables, qui sont principalement des familles avec de très jeunes enfants et des femmes célibataires. Les membres d'une jeune famille vénézuélienne vivant à SOS *Aldeias Infantis* ont parlé aux délégués de leurs expériences de relocalisation au Brésil et du soutien qu'ils ont reçu en matière de logement, de formation linguistique et d'aide à la recherche d'emploi. Les délégués ont également rendu visite à d'autres familles.

15. Séance d'information donnée par le consul général Stéphane Larue

Le consul général du Canada à São Paulo, Stéphane Larue, a informé les délégués du rôle du consulat, qui est axé sur les activités de développement du commerce et sur les services consulaires et d'immigration. M. Larue a souligné que São Paulo compte plus de 40 millions d'habitants et se classe au deuxième rang en Amérique du Sud pour son PIB, après le Brésil dans son ensemble. Il a également parlé du rôle du consulat dans l'établissement de relations à long terme avec une grande variété de groupes et de personnes.

En ce qui concerne le soutien aux entreprises, M. Larue a expliqué que le consulat est responsable de São Paulo et de plusieurs autres États du Brésil, et que les entreprises canadiennes pourraient être encouragées à se lancer en affaires dans l'État de São Paulo ou dans un marché plus petit et moins concurrentiel ailleurs au Brésil.

M. Larue a déclaré aux délégués que la politique canadienne en matière de visas soutient le mouvement des employés et que, comparativement aux États-Unis, qui sont perçus comme inhospitaliers, le Canada est considéré comme une destination de choix. Il a souligné que la Stratégie en matière de compétences mondiales du Canada permet aux entreprises, brésiliennes et autres, de faire venir des travailleurs essentiels au Canada dans un délai de deux semaines, avec un accès à la citoyenneté. Selon lui, le Québec, par exemple, permet aux personnes ayant un visa de travail de demander la citoyenneté après avoir travaillé au Canada pendant deux ans.

Les délégués et M. Larue ont discuté de plusieurs événements qui combinent les intérêts brésiliens et canadiens et identifié des personnes susceptibles d'être invitées au Canada pour promouvoir et développer la relation bilatérale.

16. Réunion avec *Québec International*

Les délégués ont rencontré des représentants de *Québec International*, l'agence de développement économique de la région de Québec. Plus précisément, des représentants de 17 entreprises québécoises étaient à São Paulo pour assister à une foire de recrutement au cours de laquelle ils espéraient embaucher jusqu'à 400 Brésiliens. Les délégués et ces représentants ont discuté de sujets comme l'importance d'établir des relations internationales, les occasions d'affaires au Brésil et les liens futurs entre le Canada et le Brésil.

17. Réunion avec Samira Bueno et David Marques

Les délégués ont rencontré Samira Bueno et David Marques, respectivement directrice exécutive et coordinateur de projet du Forum brésilien sur la sécurité publique (FBSP). Des représentants du consulat du Canada à São Paulo ont également assisté à la réunion.

M^{me} Bueno a fait observer que, pour remédier à une lacune dans les données relatives à la criminalité au Brésil, le FBSP compile des données des 27 États du Brésil et prépare un « Atlas sur la violence » annuel. Selon elle, en 2017, grâce au financement du Fonds canadien d'initiatives locales, la FBSP a également publié la première grande étude sur la violence fondée sur le sexe au Brésil.

M^{me} Bueno et M. Marques ont déclaré que les Brésiliens non blancs sont beaucoup plus susceptibles d'être victimes de violence que les Brésiliens blancs, et que la principale cause de décès au Brésil chez les garçons âgés de 10 à 18 ans est la violence policière.

Ils ont également déclaré que la police brésilienne avait tué plus de 6 000 personnes en 2018. En ce qui concerne la violence dirigée contre des groupes particuliers, M^{me} Bueno et M. Marques ont fait remarquer que 110 meurtres de personnes indigènes et 367 meurtres de membres de la communauté LGBTQ ont été enregistrés cette année-là, bien que des renseignements complets ne soient pas disponibles quant au motif, à la préférence sexuelle ou à l'identité de genre des victimes. Ils ont expliqué que le Nord et le Nord-Est du Brésil, où les taux de pauvreté sont élevés, affichent des niveaux de violence – en particulier contre les jeunes hommes noirs – plus élevés que la ville de Rio de Janeiro. Ils ont également souligné les problèmes que posent les gangs puissants, qui recrutent des membres dans les prisons.

Concernant la violence fondée sur le sexe, M^{me} Bueno et M. Marques ont indiqué que les taux de signalement sont faibles au Brésil, comme en de nombreux endroits dans le monde. Ils ont également relevé un manque de structure institutionnelle et de politiques pour lutter contre la violence faite aux femmes brésiliennes, mais ont attiré l'attention sur deux lois, la loi Maria da Penha de 2006 conçue pour lutter contre la violence familiale, et une loi de 2015 contre le féminicide. À leur avis, l'application de ces lois est faible, et il est difficile de déterminer si elles font une différence importante. Ils ont souligné les recherches menées par le FBSP selon lesquelles plus de 27 % des femmes brésiliennes ont subi une forme de violence en 2017.

Mme Bueno et M. Marques ont présenté des données selon lesquelles, depuis l'adoption récente de mesures de contrôle des armes à feu, une baisse mesurable de la violence liée aux armes à feu a été constatée. Or, le président Bolsonaro a promis de réduire le contrôle des armes à feu, ce qui entraînera probablement, selon Mme Bueno et M. Marques, une augmentation de la violence liée aux armes à feu.

18. Réunion d'information menée par le consul général Stéphane Larue, Elise Racicot, Patrick Courcelles, Marie-Hélène Béland et James McNamee

Les délégués ont été renseignés par M. Larue et par les représentants suivants du consulat du Canada à São Paulo : M^{me} Elise Racicot, consule et déléguée commerciale principale; M. Patrick Courcelles, délégué commercial; M^{me} Marie-Hélène Béland, déléguée commerciale; et M. James McNamee, gestionnaire du Programme d'immigration du Canada au Brésil.

Les représentants du consulat ont décrit la Stratégie en matière de compétences mondiales du Canada, la Stratégie en matière d'éducation internationale et les politiques d'immigration connexes qui facilitent l'engagement du Canada auprès des entreprises brésiliennes qui sont actives au Canada ou tentent d'y percer. Selon eux, le Canada peut être un « tremplin » pour les entreprises brésiliennes qui cherchent à prendre de l'expansion dans d'autres pays anglophones. Ils ont également déclaré que la Stratégie en matière de compétences mondiales offre à ces entreprises la possibilité de faire entrer rapidement et facilement de la main-d'œuvre au Canada sans déplacer de travailleurs canadiens.

De plus, les représentants du consulat ont informé les délégués que plus de 40 000 Brésiliens visitent le Canada chaque année pour des études linguistiques et que la plupart des immigrants brésiliens au Canada s'établissent au Québec. Ils ont fait remarquer que le lien affectif créé par les expériences des Brésiliens au Canada dure souvent des

années et « porte fruits » beaucoup plus tard. Par exemple, ils ont nommé un certain nombre de Brésiliens qui ont étudié au Canada et qui reconnaissent avoir de l'affection pour le pays.

Selon les représentants du consulat, une partie des activités commerciales entre le Canada et le Brésil se font sans consignation des données commerciales, ce qui fait que l'étendue des liens commerciaux entre les deux pays n'est pas claire. Ils ont cerné un certain nombre d'obstacles qui empêchent le Canada et le Brésil de faire plus d'affaires ensemble, notamment la lenteur des négociations de libre-échange entre le Canada et le MERCOSUR, la complexité du régime fiscal du Brésil, la corruption au Brésil et la nécessité de parler le portugais.

Enfin, les représentants du consulat ont décrit le Brésil comme « riche en possibilités », mais ils ont également cité une phrase souvent entendue au Brésil : « Le Brésil n'est pas pour les amateurs. » Ils ont assuré les délégués que le Canada a établi des relations très solides au Brésil et qu'il dispose d'une équipe professionnelle extrêmement compétente pour aider les entreprises canadiennes à saisir les occasions qu'offre le Brésil, et vice-versa.

19. Réunion avec les représentants d'entreprises canadiennes qui font des affaires au Brésil et avec les représentants de la Chambre de commerce Brésil-Canada.

Les délégués ont rencontré environ 15 représentants d'entreprises canadiennes qui font des affaires au Brésil, ainsi que des membres du personnel de la Chambre de commerce Brésil Canada. Les entreprises exercent leurs activités dans des secteurs comme l'exploitation minière, l'aérospatiale, le cannabis, la gestion immobilière, l'investissement et le transport. Les discussions ont porté sur les défis et les aspirations des entreprises canadiennes qui font des affaires au Brésil.

Si les représentants des entreprises canadiennes étaient généralement optimistes quant à l'approche économique adoptée par l'administration Bolsonaro, ils ont toutefois souligné que le président Bolsonaro et son administration semblent encore apprendre à faire fonctionner le gouvernement. Selon eux, le Brésil est de plus en plus favorable aux entreprises, et les réformes fiscales ainsi que les services sociaux prévus devraient être des priorités absolues pour tout gouvernement brésilien. Certains représentants estiment que la couverture médiatique des déclarations négatives du président Bolsonaro au sujet des peuples indigènes, des questions LGBTQ et d'autres enjeux sociaux a éclipsé les changements positifs qui découleraient de la mise en œuvre des réformes prévues par son administration.

De plus, les représentants des entreprises canadiennes ont énuméré les défis que pose le commerce au Brésil, défis qui, selon eux, limitent la croissance économique du pays. Ils ont cerné des défis tels que : l'attraction des investissements privés et internationaux, les droits élevés et les nombreux règlements sur les importations, le manque d'infrastructures ferroviaires, sanitaires et autres, la bureaucratie excessive et le manque de pensée à long terme. Ils ont également fait remarquer que le gouvernement du Brésil ne fournit pas aux citoyens des prestations proportionnelles aux recettes fiscales perçues. Selon eux, l'éducation publique et les soins de santé publics sont de si piètre qualité que quiconque peut se permettre de payer pour des services privés le fera. Ils ont

également laissé entendre que le régime fiscal du Brésil est trop complexe, avec des dizaines de taxes professionnelles différentes.

Cela dit, certains représentants des entreprises canadiennes se sont montrés optimistes quant à l'avenir du Brésil et ont fait remarquer que, avec l'aide des délégués commerciaux du Canada et de la Chambre de commerce Brésil-Canada, les entreprises qui sont prêtes à essayer de faire des affaires au Brésil ont de bonnes chances de réussir. Ces représentants ont soutenu que le moment est très opportun de prendre maintenant un engagement sérieux avec le Brésil, et ils se sont félicités de la visite de la délégation, qui témoigne de l'intérêt du Canada à cet égard.

20. Réunion avec Gustavo Castro, João Carlos Braz, Beatriz Camargo et Nádia Ricas Xavier

Les délégués ont fait l'expérience de deux moyens de transport urbain au Brésil qui sont alimentés par la technologie canadienne. Avec les représentants du consulat, ils ont emprunté le « Metrô » de São Paulo et ont visité le plus grand parc urbain de la ville sur des vélos de location.

Gustavo Castro et João Carlos Braz, respectivement directeur général et responsable de l'installation, des tests et de la mise en service de signalisation chez Bombardier, ont accompagné les délégués et les représentants du consulat à une station de Metrô de São Paulo, où ils ont indiqué les itinéraires qui utilisent la technologie de Bombardier. Ils ont expliqué, par exemple, que Bombardier a fourni les systèmes de signalisation pour la ligne 5 qui, avec son récent prolongement, mesure près de 20 kilomètres et transporte actuellement 600 000 personnes par jour; elle devrait en transporter 1 million par jour d'ici 2020. Ils ont également indiqué que la technologie CityFlo650 de Bombardier utilise l'intelligence artificielle pour optimiser les mouvements des trains, et ont souligné une caractéristique de premier plan de la technologie canadienne, soit un temps d'attente très court entre les trains, ce qui permet aux gens de se déplacer très rapidement.

M. Castro et M. Braz ont mentionné que la ligne 5 a des répercussions sociales positives parce qu'elle relie une région relativement pauvre de São Paulo avec le centre et l'Est de la ville, ce qui permet aux employés de passer moins d'heures par jour à faire l'aller-retour avec leur lieu de travail et améliore les correspondances vers les grands hôpitaux. Ils ont indiqué que le coût d'utilisation du Metrô, qui est intégré au système d'autobus, est d'environ 1,33 \$ par déplacement. De plus, ils ont souligné que le système de signalisation de Bombardier fonctionne sans connexion à Internet, ce qui rend pratiquement impossible le piratage et en fait par conséquent un système très sûr.

Dans le parc Ibirapuera de São Paulo, les délégués ont mis à l'essai un système de partage de vélos qui utilise une technologie canadienne; ils ont aussi rencontré Beatriz Camargo et Nádia Ricas Xavier. Le personnel du kiosque de location de bicyclettes a expliqué que les adultes peuvent utiliser les bicyclettes pour se déplacer dans la ville ou dans un parc public moyennant la somme d'environ 1,33 \$ l'heure. Selon eux, ce système de partage est conçu pour améliorer la qualité de vie des citoyens.

Respectueusement soumis,

Hon. Robert Nault, C.P., député
Président
Section canadienne de ParlAmericas

Frais de déplacement

ASSOCIATION	Section canadienne de ParIAmericas
ACTIVITÉ	Visite bilatérale au Brésil
DESTINATION	Brasilia et São Paulo, Brésil
DATES	Du 23 au 26 avril 2019
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Jim Munson, sénateur L'honorable David M. Wells, sénateur
CHAMBRE DES COMMUNES	L'honorable Robert D. Nault, C.P., député L'honorable Kellie Leitch, C.P., députée Brenda Shanahan, députée
PERSONNEL	David-Andrés Novoa, secrétaire d'association Alison Clegg, conseillère
TRANSPORT	66 338,00 \$
HÉBERGEMENT	7 325,00 \$
ACCUEIL	6 444,00 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	2 706,00 \$
CADEAUX OFFICIELS	663,00 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	5 539,00 \$
TOTAL	89 015,00 \$